La démocratie et l'autoritarisme dans l'Europe Médiane

Lector. univ. dr. Mara Magda Maftai,
L'Académie d'Études Économiques de Bucarest

Abstract: *This article refers to the interplay of democracy and authoritarianism in Median Europe (Lithuania, Poland, Czech Republic, Slovakia, Hungary, Slovenia, Croatia, Romania, Moldova, Bulgaria, Serbia). We are interested in the period covering the beginning of the 19th century, passing from communism and the hope of democracy after 1989. Also, there are differences among countries belonging to the Median Europe. The Czech Republic, Hungary or Poland have managed to leave behind them communist customs and better practice democracy. The situation is not the same in Romania or Bulgaria. Furthermore, religion has a word to say. Catholicism harmonizes better with orthodoxy than orthodoxy.*

Keywords: *democracy, authoritarianism, Median Europe, religion*

Cet article porte sur l'enjeu entre démocratie et autoritarisme dans les pays de l'Europe Médiane, c'est-à-dire les pays européens non russes qui ont été soumis à l'expérience soviétique. Ces pays sont d'abord, par leur religion, attachés à l'Empire Russe. Cet attachement est doublé par l'expansion du communisme, régime politique qui a laissé des traces indélébiles même vingt ans après sa chute. Le problème principal dans ces pays est la nécessité pour la population de se tourner vers une figure politique emblématique. Le régime n'est pas mûr du point de vue démocratique, le modèle est plutôt celui de l'Amérique latine : scandales autour de la corruption, différences énormes entre les pauvres et les riches, manque d'une protection sociale pour les pauvres et classe moyenne fragile. Cet article veut analyser chaque pays de l'Europe Médiane pour montrer, qu'en fonction de l'histoire particulière de chacun, la démocratie est plus ou moins intégrée, et le jeu entre démocratie et autoritarisme incline parfois vers le deuxième par motivation historique. Ce n'est pas le communisme qui a jeté ces peuples dans le conservatisme face au nationalisme, mais leur passé historique centenaire.

Si le nationalisme protège plutôt les intérêts du peuple, il est aussi soutenu par des représentants locaux. L'autoritarisme signifie un régime politique imposé qui ne représente pas les intérêts de la nation, mais ceux d'un groupe externe ; dans le cas de l'Europe Médiane, le plus important corpus étranger était le communisme. Dans tous les pays de l'Europe Médiane, *Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovaquie, Croatie, Roumanie, Moldavie, Bulgarie, Serbie*, nous assistons aujourd'hui à une remise en cause de la démocratie vingt ans après la Chute du Mur de Berlin. Tous ces pays ex-communistes conservent encore le culte de la personnalité. En fonction de l'histoire particulière de chaque pays de l'Europe Médiane, la démocratie est plus ou moins intégrée. La *Pologne* et la *République tchèque* sortent du contexte typique de l'Europe Médiane. Ces deux pays ont réussi à construire un marché capitaliste sans créer en effet des disparités trop fortes entre les classes sociales. La Roumanie, par exemple, accepte encore l'influence russe, même si les financements viennent de l'Union Européenne. L'histoire de la Roumanie et de sa géopolitique dépende de celle de la Russie, par exemple pour l'approvisionnement en gaz.

L'unité de l'Europe Médiane n'est pas fondée seulement sur son passé communiste, mais aussi sur son passé historique similaire. La lutte d'émancipation de ces nations de la fin du 19^{ème} siècle jusqu'au début du 20^{ème} siècle constitue aussi une similitude caractéristique. Cette lutte a également contribué à l'éveil de la conscience des masses. Comme le montre Michel Sivignon, dans les Balkans (quelque états de l'Europe Médiane se trouvent dans les Balkans), la problématique est plus compliquée et elle dépasse l'autorité communiste, mais elle revient également sur des discordes plus anciennes telles que les influences qui ont contribué à former l'histoire des nations dans les Balkans : l'influence latine, ottomane, grecque, austro-hongrois, russe [1]. Malheureusement, leur passé historique a engendré une culture de la hiérarchie et de l'arrogance, de grandes divisions sociales très difficiles à nier et annuler. La simple création d'un marché capitaliste ne signifie pas automatiquement l'instauration de la démocratie. Le libre échange n'amène pas nécessairement une résurrection

de la société. Olivier Dabène et *alii* [2] remarquent que les régimes politiques de ces pays sont construits sur des liens personnels et non pas sur de vraies valeurs qui pérennisent un gouvernement parlementaire démocratique. Ces petits états nationalistes, « protégés » jusqu'à maintenant par l'Empire russe, ont une conscience politique plus pertinente que les grands pouvoirs économiques. Toujours menacés par différentes dominations, ils sont historiquement obligés d'alimenter leur nationalisme juste pour se défendre contre une forme d'autoritarisme. Dans ces conditions, la démocratie ne peut être qu'un produit artificiel.

Le nationalisme représente un des problèmes les plus aigus des pays qui viennent de sortir de l'influence de l'ex-Union Soviétique. Petit à petit, ils commencent à se poser la question de savoir si la démocratie implique aussi le nationalisme, ou, tout au contraire, si elle l'exclut. Evidemment, la démocratie constitutionnelle n'est pas du tout banalisée dans l'Europe Médiane. Il s'agit plutôt d'un plébiscite ou d'un type de démocratie qui favorise un pourcentage très faible de la population, une sorte d'autoritarisme un peu plus libérale. Il existe parmi les ex-pays de l'Union Soviétique quelques-uns qui s'en sortent très bien du point de vue doctrinaire, respectivement politique, comme la *Hongrie*. En règle générale, il s'agit des pays de l'Europe Médiane qui sont catholiques. L'église catholique est indépendante de l'Etat, alors que celle orthodoxe est complètement obéissante à celui-ci, elle n'assume aucune mission en dehors de celle spirituelle et exerce très bien sa soumission. C'est pour cela qu'il existe des Etats qui dominent et des Etats dominés ; la religion est un facteur important dans la vie d'un peuple. Sous le communisme, l'église était contrôlée par l'Etat, quelle soit orthodoxe ou catholique, mais le degré de contrôle a beaucoup dépendu de la volonté de chaque église de collaborer ou non avec l'Etat communiste. L'église orthodoxe s'est toujours montrée plus résignée. Un autre critère qui font la différence entre les pays de l'Europe Médiane est l'appartenance ou non aux Balkans. Le mot-clé dans les territoires contrôlés par le Sultan était la corruption. L'intrigue, l'incertitude, la médiocrité sont devenues plus importantes que la véritable élite intellectuelle. Malheureusement, cette « coutume » a été conservée depuis toujours. La démocratie a tendance à échouer dans les pays de l'Europe Médiane, car la religion dominante est orthodoxe : elle encourage le caractère passif, résigné, une sorte de nationalisme mal-compris dans le sens de la conservation des coutumes autoritaristes, de la soumission devant une figure paternelle, un parti politique unique et contre, évidemment, le progrès libéral, contre l'Occident vu comme un envahisseur.

L'Europe Médiane a du mal à faire progresser la démocratie embryonnaire entamée avant l'instauration du communisme. Elle conserve encore les mythes populistes, le sentiment d'être assiégé et le problème des frontières politiques. Ainsi, dans l'histoire de chacun de ces pays existe-t-il plusieurs exemples de luttes contre les invasions. Les nations se sont formées à peine au début du 19^{ème} siècle après des combats séculaires. Donc, le nationalisme dans les pays de l'Europe Médiane se traduit par des essais désespérés de sortir de l'influence des différents empires, de lutter pour leur Indépendance. Le communisme a représenté le dernier ennemi. Avec un tel passé historique, la démocratie est loin d'être mûre dans cette partie du monde. Il existe aussi le problème des frontières politiques, qui sont à l'origine d'une grande partie de l'histoire tragique de la région. La plupart des frontières sont contestées. En fait, la situation pourrait difficilement en être autrement, compte tenu que la plupart des nations de l'Europe orientale n'ont pas vécu une histoire nette. Par exemple, la frontière entre les Serbes et les Croates a toujours représenté un sujet de discorde. Non seulement l'Europe Médiane a toujours fait l'objet des conquêtes des grands empires, mais, elle ne peut pas se comporter comme un groupe cohérent sur le plan politique international, comme l'Europe de l'Est ne le peut elle non plus. Tant que ces pays s'accrochent au nationalisme, pire au nationalisme limité aux frontières du même pays, il est très peu probable qu'ils seront en mesure de jouer un rôle important sur la scène politique européenne

et dépasser l'expérience communiste pour s'engouffrer dans la vraie démocratie constitutionnelle.

Pour tous ces pays, la démocratie au 19^{ème} siècle, avant l'arrivée du communisme, se traduisait par la consolidation du nationalisme. Après la chute des grands empires, chacun de ces petits états cherchent à réintégrer les provinces perdues, à se développer et s'affermir. Ils n'ont pas la force expansionniste, monarchique et ils comptent sur la volonté générale du peuple à apprendre à vivre en liberté et à exprimer sa propre opinion. La démocratie nationaliste fonctionne sur le principe de l'égalitarisme. La démocratie prêche l'égalité en droits ainsi que l'autoritarisme, mais ce n'est que la bourgeoisie qui en profite. Le manque d'une démocratie mûre est décidément motivé par le contexte historique. Le communisme a brusquement interrompu les essais timides de banaliser la démocratie constitutionnelle dans ces pays là.

En ce qui concerne la Roumanie moderne, elle est passée à partir de l'année 1918 (l'année de l'unification de toutes ses provinces) jusqu'à l'instauration du communisme, en une période très courte, de la démocratie à la dictature royale et au nationalisme de l'extrême droite roumaine, jusqu'à la dictature militaire d'Antonescu en s'arrêtant finalement à l'extrême gauche. Le pays a tenté une concentration des idéologies et des politiques qui l'ont transformé dans l'un des actants le plus instable sur le plan international. Pendant la période d'entre les deux guerres mondiales, deux sortes de nationalisme se sont confrontés en Roumanie, celui « bourgeois » promu par Ion Bratianu et le nationalisme qui comptait sur le traditionalisme, l'autochtonisme et l'antisémitisme initié par M. Eminescu et continué au niveau politique par la Garde de Fer. Ironie de l'histoire, l'extrême gauche n'a pas du tout eu de succès en Roumanie pendant l'entre-deux-guerres mondiales, à la différence d'autres pays de l'Europe de l'Est comme la Bulgarie et la République tchèque. Le parti communiste roumain avait très peu de membres et il a même été déclaré illégal par Gheorghe Gh. Mârzescu en 1924.

Le nationalisme roumain est bien expliqué par le contexte historique et religieux et souligne surtout le mélange entre nationalisme et libéralisme à partir du 19^{ème} siècle. Le libéralisme roumain apparaît pour soutenir une sorte d'émancipation sociale qui a un but national : la création de l'état national roumain, mais le libéralisme roumain se traduisait toujours par des excès politiques, de la corruption et des intérêts personnels. Le peuple roumain est nationaliste et son nationalisme représente une attitude ancrée dans l'histoire, bien qu'en Roumanie le libéralisme, et respectivement la démocratie, restent une mode et une propagande. Cette expérience nationaliste commence par les luttes contre les invasions barbares, contre l'Empire bulgare, contre la domination turque durant presque 400 ans, contre les Tartares, les Polonais, les Hongrois et dernièrement contre les Russes. La Roumanie se retrouvait toujours au carrefour des deux mondes : l'Occident latin et l'Orient byzantino-slave, ayant un double rôle, politique et religieux. Certes, l'Occident était catholique et l'Orient, surnommé barbare, orthodoxe. Le peuple roumain, contrairement à sa facture romaine, s'est rapproché petit à petit, de la zone culturelle byzantino-slave.

L'orthodoxie de l'Orient a assuré d'abord la nécessité éternelle pour la création et le maintien d'un état national indépendant ; parfois culpabilisée d'avoir tenu les peuples dans un état semi-barbare, la spiritualité orthodoxe fut d'abord une réalité historique parmi les peuples orthodoxes de l'Europe Médiane. Citons l'exemple du peuple bulgare. L'idéologie du nationalisme bulgare a commencé par l'empire du San Stefano. Dans l'entre-deux-guerres, la Bulgarie a comme objectif de refaire ses anciennes frontières, mais, en même temps, elle est aussi entourée par des ennemies. Comme dans le cas de la Roumanie, le nationalisme bulgare s'est consolidé bien avant l'arrivée du communisme, qui a créé un *statu quo* dans le giron du premier. Même si l'histoire de la Roumanie et celle de la Bulgarie ne sont pas tout à fait similaires jusqu'à 19^{ème} siècle, à partir de ce moment-là et surtout après la

chute du communisme, il y a toujours une similitude entre ces deux pays, en ce qui concerne le modèle socio-économique élaboré selon les principes de la révolution néolibérale : l'économie de marché est orientée vers la consommation et non pas vers la production, l'Etat est réduit à une superstructure bureaucratique, les biens de l'Etat sont liquidés, l'industrie est détruite et on assiste à la constitution d'un capital privé de type oligarchique. Les deux pays sont assujettis au contrôle du capital international. De plus, l'acceptation de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union Européenne était, selon certains, une grave erreur. La religion dominante dans les deux pays est celle orthodoxe. La discorde séculaire entre les générations des intellectuels sur la direction à prendre, vers l'Occident (démocratique, libéral) ou vers l'Orient (nationaliste) est, dans ces deux cas, parfaitement justifiée par les événements historiques. Les Bulgares et les Roumains appartiennent au christianisme oriental, à l'orthodoxie, ainsi ils se sont ralliés à l'Orient par la religion, par l'orthodoxie byzantine.

Les aspirations nationales des Tchèques et des Slovaques ont oscillé en fonction des expériences historiques différentes. La seconde guerre mondiale ou l'invasion soviétique de 1968 ont eu des significations différentes pour les deux nations, qui ont un caractère historique plutôt défensif. L'intelligentsia slovaque s'est confrontée pendant le 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle avec l'expansion hongroise par l'intermédiaire de la politique de magyarisation et l'assimilation de la population slovaque. De même, la future Tchécoslovaquie post-1918 a été considérée pendant la période d'entre les deux guerres mondiales, comme une proie nécessaire pour les populations allemande et hongroise.

Le nationalisme hongrois est différent de celui d'autres nations occupées par le communisme. La seconde moitié du 19^{ème} siècle a signifié pour cette nation la transformation d'un pays sur la défensive en un pays offensif, impérialiste. Le Traité de Trianon a donné naissance à une nation dominante. Après la chute du communisme, l'extrême droite est revenue au pouvoir lors des dernières élections.

La première guerre mondiale a signifié pour ces petits Etats la possibilité de retrouver leurs provinces perdues, de reprendre une conscience politique et d'exercer la démocratie occidentale, mais c'était très difficile. Ils ont tous échoué sous des formes différentes (l'autoritarisme, l'extrême droite, le fascisme), avant de glisser dans le communisme. L'échec de la consolidation démocratique après 1918 a amené à la crise de la démocratie en Roumanie, Bulgarie, Pologne, Hongrie, Lituanie, Estonie, Lettonie. La population n'avait pas de culture démocratique et donc, elle n'était pas prête à accepter le parlementarisme, le libéralisme qui parfois se trouvait orchestré par les mêmes hommes politiques pendant des décades entières. La première partie du 20^{ème} siècle montre des sociétés déboussolées, avec une classe politique et une population peu préparées. Les options autoritaristes des groupes d'intérêts ont conduit à une instabilité sociale importante (la présence des partis ethniques en Lettonie et Estonie, l'extrême droite en Roumanie, le parti fasciste en Croatie, un mouvement nationaliste fascisant slovaque, le nazisme en Hongrie, le fascisme tchèque). Les régimes autoritaires nationalistes ont eu du succès lorsque les régimes constitutionnels libéraux ont commencé à montrer leur fragilité (la corruption, la concentration du pouvoir, la pauvreté pour la plupart de la population). Les régimes autoritaires de l'Europe Médiane font partie d'une histoire nationale qui n'est pas toujours estimée négativement, mais ils ont eu leur rôle dans la lutte pour l'indépendance nationale, pour l'égalité entre les classes. Au Portugal, en Lituanie et en Slovaquie, un autoritarisme d'inspiration catholique a pu s'installer. En Estonie et en Lettonie, la dictature avait au début plutôt des finalités sociales que l'instauration d'un régime. De même en Roumanie ou en Bulgarie, où à la tête de l'Etat se retrouvait un roi. Ils vont tous finir par établir leurs propres lois. La transition vers des régimes autoritaires s'est faite plus graduellement. Pendant de longues périodes certains partis d'oppositions participaient aux élections en espérant les gagner (seuls les partis

communistes étaient partout interdits). Le régime libéral plus ou moins démocratique a été petit à petit remplacé par un régime autoritaire.

Certes, une fois installé le communisme, l'espoir de tout régime démocratique s'en va. La période très courte du régime constitutionnel, vite remplacé par des régimes autoritaristes est maintenant anéanti dans le brouillard communiste. Pendant presque un demi-siècle nous ne parlerons plus de l'identité nationale, mais du bloc communiste. Nous parlerons de la Russie et de ses pays qu'elle protège. Parmi les pays de l'Europe Médiane, il y en avait quelques-uns plus « libéraux » que les autres. L'expérience de l'Hongrie, de la République tchèque ou de la Pologne ne ressemble pas à celle de la Roumanie ou de la Bulgarie. Le communisme tchèque après Dubcek était aussi répressif que celui de ses homologues en Roumanie ou Bulgarie. Mais la République tchèque a eu Vaclav Havel et un groupe pour défendre les droits de l'homme. Donc, dans l'ensemble, le communisme a semblé plus coercitif en République tchèque ou en Slovaquie qu'en Roumanie. Le communisme a encouragé l'antisémitisme, la xénophobie et le nationalisme. D'ailleurs, les ex-pays de l'Union Soviétique restent encore xénophobes et antisémites et ils conservent bien le sentiment nationaliste, car l'économie de marché, avec tous ses échecs et toutes ses épreuves, a bien aidé à conserver la nostalgie communiste !

Quand Gorbaciou est arrivé au pouvoir, personne n'aurait pu s'imaginer qu'il ait des accents libéraux. Nous ne le croyons même pas. Nous ne savons pas s'il a bien compris que le système ne pourrait plus survivre tel quel, que les pays communistes qui se trouvaient sous la dominance russe avaient de plus en plus du mal à supporter l'arrogance soviétique et une fausse doctrine marxienne. Il n'y a pas d'homogénéité entre les pays de l'Europe de l'Est, parce que les peuples ont différemment accepté le régime communiste, ils ont lutté contre ou, tout au contraire, ils ont affiché une attitude plutôt passive, ils étaient plus ou moins prêts à le changer. La quasi indifférence de la Roumanie et de la Bulgarie n'était pas perpétuée dans le cas de la Pologne, de la Hongrie, de la République tchèque, les trois pays où le communisme semblait plus lâche et les gens plus engagés dans la lutte contre. En Pologne, la révolution a commencé dix ans avant 1989, et, à la différence de la Roumanie, les communistes installés au pouvoir ont accepté d'avoir perdu la lutte contre la société. Le communisme polonais a fini grâce à une discréditation morale et politique irréversible. La Pologne a bénéficié d'une classe politique clairvoyante, même si communiste. Elle a compris que le communisme touchait à sa fin. Ceaușescu exigeait à l'époque à son allié communiste polonais que l'expérience démocratique soit freinée. Il n'a pas pu accepter qu'une république n'ait pas le statut juridique d'une monarchie et qu'il aurait pu gagner le respect de son pays en s'inspirant du modèle polonais.

Un autre pays qui a aussi tenté l'expérience démocratique bien avant 1989 est la Hongrie. En 1968, les Hongrois ont initié une sorte d'expérimentation économique pour décentraliser l'économie, qui incluait : la limitation de la planification centralisée, l'encouragement de l'initiative privée et la formation d'une classe hongroise libre de toute illusion dogmatique. Le projet n'a pas abouti, car János Kádár avait, tout aussi comme Ceaușescu, une forte bonne opinion de lui-même et du régime qu'il représentait. Mais, les idéologues communistes hongrois ne voyaient pas le communisme d'une manière assez restrictive comme Ceaușescu ou Husak. Dans les années '70 ou '80, la Hongrie représentait le pays le moins répressif de tout le bloc de l'Est. L'opposition démocratique a commencé petit à petit à demander l'élimination politique de Kádár. Le communisme hongrois demandait dans une certaine mesure la légitimation de la part de son peuple. En mai 1988, pendant le Congrès National du Parti, le secrétaire général du Parti, Kádár, a été remplacé par un présidium de quatre membres, situation inimaginable en Roumanie. Ceaușescu vivant n'aurait jamais cédé le pouvoir. En octobre 1989 a eu lieu le Congrès du parti communiste hongrois, parti qui a décidé de changer son nom en Parti Socialiste Hongrois, mais surtout de

renoncer à son idéologie bolchevique. En Tchécoslovaquie, les anciens communistes ont aussi progressivement renoncé au pouvoir. L'équipe pro-russe Husak-Jakes démissionne le 25 novembre 1989, mais ceux qui les remplacent ne sont que des alliés de l'ancien système. Ce pays a eu la chance d'avoir comme architecte de la démocratie Vaclav Havel, qui dénonce les essais désespérés des communistes de garder le pouvoir par des remplacements formels. Finalement, le 10 décembre, une coalition gouvernementale avec une majorité non-communiste est formée. Le 29 décembre Vaclav Havel devient le président de la République tchèque. Ce génie politique a insisté sur le fait que la démocratie suppose l'élimination de la corruption, de l'incompétence, de l'hypocrisie, de l'intrigue et de la rivalité caractéristiques à la politique communiste. Quand Havel parlait de sa réforme démocratique, en Roumanie la répression avait atteint des limites ridicules. La Roumanie restait le seul pays du bloc communiste où personne n'osait faire ou dire, où les politiciens semblaient aveugles. Dans les autres pays, les communistes essayaient au moins de s'adapter à une nouvelle époque, à des changements idéologiques, même si pour eux le progrès ne pouvait venir que de la part de l'Union Soviétique, Union qui, cette fois assistait à tous ces renouvellements sans intervenir. Plus la Roumanie refusait le changement, plus la haine de la population augmentait et les explications de la part du régime devenaient non-crédibles. C'est triste de remarquer que Ceaușescu reste le seul leader du bloc communiste qui ne prenne pas en compte la possibilité de l'échec du régime, alors qu'il était bien informé du volcan qui était en train de bouillir dans les pays voisins. La Roumanie fut le dernier pays où le communisme était étouffé, le seul où l'abolition fût sanglante et le seul pays qui ait assassiné son président communiste, ce qui finalement, en tenant compte de sa résistance idéologique, semble, dans une certaine manière, logique.

Un des alliés le plus fidèles de Moscou était le président communiste bulgare Todor Jivkov. Il a essayé de garder le pouvoir et de ne pas ouvrir son pays vers un autre système politique concurrent. Mais, le 10 novembre 1989, celui qui fut en tête de la Bulgarie depuis 1954 est obligé de démissionner, ce qui prouve que, malgré sa rigidité, il a permis, d'une certaine manière la formation d'une opposition, même communiste, au sein de son Parti. Il a assumé au début de 1990 la responsabilité pour ses erreurs politiques, peut-être par peur de finir comme son homologue roumain, mais il n'a jamais toléré de se faire inculper de crimes contre sa nation, ce que d'ailleurs le peuple bulgare ne lui a jamais réclamé. A la différence de tous les leaders communistes de l'Europe Médiane, Ceaușescu a illustré l'image du communisme avec toutes ses atrocités. Sans être cruel, plutôt un patriote, avec une capacité réformatrice plutôt libérale au début de son mandat, Ceaușescu finit comme un des tyrans le plus consacrés, simplement parce qu'il n'a pas compris que toute histoire a une fin à un moment donné. Il a fortement nié la réforme d'après 1980 et il se fait réélire à l'unanimité aux Congrès du Parti, ce qui est complètement artificiel. De plus, il a tellement « tordu » la mentalité des Roumains, qu'aujourd'hui, vingt ans après sa mort, la classe politique et administrative roumaine s'accroche au pouvoir comme il l'avait fait. Son modèle s'est bel et bien hérité et bien conservé. Les leaders roumains prouvent beaucoup de zèle en condamnant Ceausescu. Ils sont plus motivés en démontrant qu'ils ne sont pas pareils, qu'en se détachant vraiment du communisme au niveau de la corruption, de la mentalité. Les anciens collaborateurs de Ceaușescu sont les nouveaux protecteurs du libéralisme, même si c'est un peu difficile de promouvoir le libéralisme, avec une éducation communiste depuis quarante ans ! De toute façon, Ceaușescu a marqué l'histoire et ce n'est pas certain pour les autres.

En ce qui concerne la Slovénie et la Croatie, les deux font partie de l'ancien pays de la Yougoslavie, qui a eu en tête un leader serbe assez nationaliste, autoritariste, idéologue totalitariste, Slobodan Milošević. Le communisme a accentué les conflits entre les populations de l'ancienne Yougoslavie, à l'opposé de ce que Milošević croyait. En 1990, les communistes de la Yougoslavie ont renoncé à leur monopole politique. Mais, les

réformateurs radicaux de la Slovénie demandaient une restructuration complète du Parti. Par la suite, les partis communistes en Slovénie et en Croatie ont perdu le pouvoir. Le rêve de l'Indépendance était de plus en plus présent dans les deux pays. Les élections en Slovénie et en Croatie étaient gagnées par des coalitions du centre-droit. En décembre 1990, suite à un référendum, les Slovènes ont voté pour l'Indépendance de leur pays. Les antipathies entre les Croates et les Serbes étaient provoquées et entretenues par l'activisme nationaliste de Milošević. En juin 1991, les parlements slovènes et croates ont proclamé l'Indépendance de leur pays. Petit à petit, la Yougoslavie s'écroule.

La fin du communisme a laissé tous les pays de l'Europe Médiane dans une crise politique. Il s'agit des pays avec une faible tradition démocratique, avec des sentiments antisémites et le culte du nationalisme, les deux derniers étant entretenus par le communisme. Crise politique doublée par une crise morale ? *Quo vadis* se demandent-ils ? L'Europe Médiane a plutôt une tradition politique avant le communisme, tradition centrée sur l'autoritarisme sans expérience démocratique. La question qui se pose est : est-ce qu'il faut suivre les modèles européens ou essayer d'élaborer et adopter un modèle politique spécifique aux conditions historiques d'avant et d'après le communisme ? C'est aussi primordial de définir le rôle entre le parti au pouvoir et l'opposition, car l'existence d'une forte opposition représente le fonctionnement de la démocratie. Les pays de l'Europe Médiane qui ont comme religion dominante celle catholique se sont plus vite adaptés au libéralisme et à un multipartisme. Ce n'est pas le cas des pays essentiellement orthodoxes. Toutes ces sociétés ont été soumises à un passé communiste similaire. Nous pourrions donc nous demander pourquoi ils ne s'enfoncent pas tous dans un milieu démocratique avec la même verticalité et certitude. Mais il ne faut pas oublier qu'avant le communisme, il y avait quand même une histoire particulière pour chacun et aussi la religion qui jouait un rôle très important. Sans être conscient des répercussions, ces pays peuvent se déclarer parfois obéissants à leurs traits nationalistes. Le nationalisme de ces pays peut être différent du nationalisme libéral des pays de l'Europe de l'Ouest, même si des pays comme la République tchèque peuvent déjà invoquer une tradition démocratique pré-communiste. Le nationalisme ne signifie pas automatiquement la manifestation d'une sorte de paranoïa : le nationalisme poussé à l'extrême, le chauvinisme, l'antisémitisme, le culte de la personnalité et de la nation dominante. Rien n'est pire que la révolte de la masse qui croit imposer sa propre dictature et qui finit toujours par vivre sous la dictature d'une seule personne. Les sociétés assez limitées du point de vue culture politique, croient toujours que la liberté n'existe pas et qu'il faut se soumettre à un maître. En perdant la Russie, ils cherchent maintenant désespérément la protection de l'Union Européenne, même si, cette fois, c'est pour des raisons économiques.

Bibliographie sélective :

- Dabène, O., et alii, *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle. Convergence Nord-Sud*, Paris, La Découverte, 2008
- Dunn, Dennis J. *Religion and nationalism in Eastern Europe and the Soviet Union*, Boulder, Colo., Rienner, 1987.
- Krickus, Richard J. *Showdown: the Lithuanian rebellion and the breakup of the Soviet Empire*, Washington, D.C. : Brassey's, 1997
- Laar, Mart. *War in the wood: Estonia's struggle for survival, 1944-1956*, Washington, D.C.: Compass Press, 1992
- Maftai, M. M. *The Interplay of Democracy and Authoritarianism in Romania between 1918 – 1944 in Tolerance and Intolerance in the Modern Society: The East – The West*, ed. Irina L. Pervova, SPb: Publisher St. Petersburg University, 2008
- Maftai, M. M. *Democrație publicistică vs. autoritarismul Gărzii de Fier*, în *Transilvania*, nr. 7, 2008
- Mares, Antoine. *Tchèques et Slovaques à la recherche d'un Etat*, en *Revue des deux mondes*, (1993-05), n°5, p.62-76.
- Molnar, Miklós. *La démocratie se lève à l'Est : société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*, Paris : PUF, 1990
- Ragaru, N., *En quête de notabilité : vivre et survivre en politique dans la Bulgarie post-communiste*, *Politix* , 17(67), nov.2004, p.71-100
- Ramet, Pedro (éd.). *Religion and nationalism in Soviet and East European politics*, Durham, N.C.: 1989, Duke Press policy studies

- Rowell, S.C. *Lithuania Ascending a pagan empire within east-central Europe, 1295-1345*. Cambridge: Cambridge University Press, 1994
- Rupnik J., 1990. *L'autre Europe. Crise et fin du communisme*, Paris, Ed. Odile Jacob.
- Sivignon, M., *Les Balkans: une géopolitique de la violence*, Belin, collection Mappemonde, Paris, 2009
- Ruze, Alain. *La Moldova, entre la Roumanie et la Russie : de Pierre le Grand à Boris Eltsine*, Paris : Harmattan, 1997
- Sugar, Peter F. (éd.). *Eastern European nationalism in the twentieth century*, Washington, D. C. : American University Press, 1995,
- Szurek, J. C., *La Grande Conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, en coll. avec G. Mink, éd. du Seuil 1999
- Tismaneanu, V., *Fantasies of Salvation: Democracy, Nationalism and Myth in Post-Communist Europe*, Princeton: Princeton University Press, 1998
- Tismaneanu, V., *Reinventing Politics: Eastern Europe from Stalin to Havel*, New York: Free Press, 1992.

Notes:

- [1] Michel Sivignon, *Les Balkans: une géopolitique de la violence*, Belin, collection Mappemonde, Paris, 2009
- [2] Olivier Dabène et alii, *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle. Convergence Nord-Sud*, Paris, La Découverte, 2008.